

Rendre le renseignement plus efficace dans la lutte contre le terrorisme

Sous la direction de
Pierre Pascallon

Rendre le renseignement plus efficace dans la lutte contre le terrorisme



DÉFENSE

L'Harmattan

Interne à un pays, international et combiné à la criminalité protéiforme, le terrorisme a suscité une coordination plus intense entre les services de renseignement, nationaux, européens et même au niveau de l'ONU...longtemps rétive au renseignement !

Cet ouvrage est issu d'un colloque organisé, le 25 septembre 2017 à Paris, par le Club Participation et Progrès. Malgré la résonance médiatique, les attentats en France (2015 et 2016) et en Grande-Bretagne (2017) n'ont guère pesé sur les élections. Les terroristes islamistes veulent « tuer une idée », à savoir ce qu'ils rejettent (permissivité, laïcité, individualisme et liberté de mœurs) et donc ceux qui la véhiculent : jeunes gens insoucians, foules cosmopolites et représentants de l'Etat. Pourtant, malgré des effectifs sans précédent en matière de terrorisme, Daech et Al Quäida n'ont pu devenir des mouvements de masse, car la grande majorité des musulmans dans le monde exprime une opinion négative à leur égard. La lutte contre le terrorisme a altéré progressivement leurs capacités d'action, par l'élimination de leurs chefs, a enrayé leur développement et les a placés sur la défensive. Au Proche-Orient et dans la bande sahélo-saharienne, des groupes armés terroristes utilisent des modes d'action militaires, quand ils sont en position de force, et recourent aux agressions aveugles quand ils ne le sont plus. La lutte contre le terrorisme commence par le renseignement. Celui-ci collecte des données puis construit une « réalité », basée sur la capacité à comprendre les actions humaines et à leur trouver un sens pertinent. Les services de renseignement (SR) doivent surmonter leurs défaillances : idées préconçues, préjugés et tendance à plaquer des schémas anciens sur des phénomènes nouveaux. Il s'agit de déterminer le ratio entre la volonté et la capacité de nuisance des groupes terroristes. L'identification des vulnérabilités psychologiques de leurs membres et des faiblesses de leurs organisations permet de repérer leurs contradictions internes, les divergences de vues sur la stratégie à mener et les rivalités personnelles, souvent très violentes. Comparable à la Direction nationale du renseignement aux Etats-Unis ou au « Joint intelligence Committee » en Grande-Bretagne, le Conseil national du renseignement (CNR), créé en 2008 en France, a pris une dimension supérieure en 2017 avec la mise en place du Centre national de contre-terrorisme, qui fait remonter directement au chef de l'Etat une information immédiate, recoupée et pertinente. Des analyses « prospectives » passent au crible les menaces émergentes liées à la crypto-monnaie (« Bitcoin »), aux imprimantes 3D, aux engins explosifs improvisés ou à la cybersécurité. Au sein du CNR, des spécialistes, issus des divers SR, traitent du

contre-terrorisme, de la contre-ingérence ou de la contre-prolifération des armes de destruction massive. Un magistrat, venu du parquet anti-terroriste, assure le suivi judiciaire et facilite les relations entre le milieu du renseignement et celui de la justice. Le contre-terrorisme nécessite le partage immédiat d'informations entre les SR, bâtis sur le long terme, le cloisonnement et le secret. Enfin, « l'intelligence Campus » (2017) allie réflexion et expérimentation en réunissant, en réseau et en un même lieu, militaires, financiers, chercheurs, entrepreneurs, techniciens, philosophes et... artistes !

Loïc Salmon

Sécurité : le renseignement dans la lutte contre le terrorisme

Renseignement : lancement de « l'Intelligence Campus »

Sécurité : Israël et la France, face au terrorisme islamiste

« Rendre le renseignement plus efficace dans la lutte contre le terrorisme », ouvrage collectif. Éditions L'Harmattan, 132 pages, 15 €